

# Le gouvernement wallon enlisé dans le projet de taxe sur les hauts revenus

**Les ministres socialistes défendent le projet de hausse des impôts sur les hauts revenus rejeté par son partenaire cdH.**

**FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE**

Gros coup de chaud au sein de la majorité PS-cdH en Wallonie. En cause, la hausse de la taxation sur les hauts revenus.

À ce stade du débat, si les deux partis au pouvoir en Wallonie s'accordent à dire que tout se décidera au sein du gouvernement, le débat lancé il y a quelques semaines par le ministre du Budget Christophe Lacroix (PS) sur la hausse des additionnels à l'impôt des personnes physiques (IPP) pour les hauts revenus se terminera par un verdict difficile à encaisser pour le PS ou le cdH.

## Guerre des tranchées

Prenons le PS. Le projet de hausse des impôts sur les gros revenus a déjà reçu le soutien inconditionnel de l'ensemble des ministres socialistes du gouvernement wallon.

Et hier, en commission au sein du Parlement wallon, le ministre-président Paul Magnette a apporté son soutien à Christophe Lacroix. «*Nous devons travailler à une réforme fiscale. La fiscalité doit être plus juste et plus efficace*», a-t-il expliqué aux députés, en rappelant qu'il s'agit d'une vieille

revendication du PS. Son entourage confirme d'ailleurs que le projet a reçu ses faveurs.

Paul Magnette a par ailleurs rappelé à l'ordre son collègue cdH Maxime Prévot qui n'a pas hésité à attaquer l'idée de Christophe Lacroix. «*Chacun est libre de s'exprimer. Maxime Prévot a déjà fait de nombreuses propositions personnelles sur la réforme des allocations familiales. La décision finale appartiendra néanmoins au gouvernement.*»

Quant à Christophe Lacroix, le ministre insiste. «*Dans le cadre du débat que l'on aura au sein du gouvernement, je ne parviendrai pas à comprendre comment on pourrait en même temps prétendre défendre le principe d'un impôt juste et équitable et écarter d'office l'hypothèse de l'instauration d'un barème progressif au niveau des centimes additionnels régionaux*», a-t-il souligné un peu plus tard au Parlement.

Le ministre de budget a par ailleurs tenu à répondre également aux attaques de son collègue Maxime Prévot l'accusant de lancer des propositions «*inutilement anxigènes*» pour les entrepreneurs, les investisseurs et certains ménages. «*Il pourrait y avoir un risque de dumping social, même s'il pourrait être qualifié de très faible. De nouveau, cela relève du modèle sociétal que le citoyen souhaite, et sans doute, d'une certaine*

*conception civique que l'on puisse en avoir.*» Et d'insister une nouvelle fois sur le risque limité de dumping social: «*Il n'y aura pas de fuites vers la Flandre ou Bruxelles. La part régionale sur l'IPP est de 25%. Si nous augmentons de quelques pour-cent les additionnels sur les hauts revenus, cela ne représente au final qu'une hausse de quelques pour-cent sur 25%.*»

En face, au cdH, la ligne politique n'a pas changé mais on se veut plus discret. Les députés n'étaient ainsi pas présents lors des explications données par le ministre du Budget.

## L'opposition en colère

Du côté de l'opposition, MR et Ecolo critiquent les attitudes de la majorité.

Le député libéral Jean-Luc Crucke ne croit d'ailleurs pas au projet. Il en a fait le pari. «*Ça ne se fera pas, le cdH est mort s'il se rabiboche (avec le PS) là-dessus.*»

De son côté, Stéphane Hazée, le chef du groupe Ecolo au Parlement, voit dans l'attitude de Maxime Prévot un «*repli dans le dogmatisme*», qui lui fait craindre «*un mauvais match de catch qui permet à chacun de se mettre en avant devant son électorat*».

Reste le PTB. Bien que favorable à une hausse de la taxation sur les hauts revenus, le parti rêve secrètement de voir le PS se casser les dents sur ce dossier.

«**La fiscalité doit être plus juste et plus efficace.**»

**PAUL MAGNETTE**  
MINISTRE-PRÉSIDENT  
DE LA RÉGION WALLONNE